

Imposture !

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

4 octobre 2019

Or donc, il s'agit de sauver France-Antilles. Des élus martiniquais éplorés l'ont promis. Quelques jours plus tard, – mimétisme imbécile (?) – les élus de la Région Guadeloupe leur emboîteront le pas. À les entendre, sans France-Antilles, plus de libre circulation de l'information, plus de démocratie. Certains ont osé l'expression désert de l'information. Chacun peut croire ce qu'il veut. Mais les faits sont intangibles. Et ils dérangent. L'État a financé avec des deniers publics le lancement de France-Antilles en Martinique en 1964. L'année suivante, en Guadeloupe, les rotatives du conseil général ont été offertes à France-Antilles. Mission du journal : mettre en valeur la présence française en Outre-mer. Cette mission a tenu lieu de ligne éditoriale. Mais puisqu'ici est convoquée la pluralité de la presse, on peut imaginer mieux dans ce domaine, qu'une courroie de transmission du discours officiel, en guise de journal d'information. **J'ajoute que Robert Hersant**, premier propriétaire de France-Antilles a fondé en 1940 le Jeune front, groupuscule pro nazi qui distribuait le journal antisémite intitulé *Au Pilon*. Il sera objecté que c'est le passé. Que France-Antilles a changé. Est-ce si sûr ? Faut-il rappeler tout cela ? Oui. Parce que cela va mieux en le disant. Oui, parce que certains ne savaient peut-être pas. Y compris des élus ? Alors c'est l'occasion de leur dire que leur démarche équivaut à un bis repetita, un remake. Sauf qu'elle ajoute au principe d'exception qui a prévalu à la naissance de France-Antilles, l'illégalité. Les règles de concurrence édictées par l'Europe interdisent désormais ce type de magouilles (voir interview page 6). **L'État n'a jamais créé de quotidien** dans aucune région de l'Hexagone. Des journaux meurent régulièrement en France. L'État n'est jamais venu à leur secours. Ce sont nos élus qui se proposent d'intercéder auprès de l'État, en faveur de France-Antilles ? On marche sur la tête ! La presse est en crise dans la France entière. Au nom de quoi faudrait-il se précipiter au secours de France-Antilles quand d'autres se battent chaque jour pour exister ? Nos élus se seraient-ils mobilisés de la sorte, s'il avait fallu sauver un journal dirigé par des Guadeloupéens ?

